

Loi de Finances 2018 : PRENEZ AUX PAUVRES, ILS SONT TOUJOURS PLUS NOMBREUX !

Syndicat National
FSU-FINANCES
173 rue de Charenton
75012 Paris

01 43 47 53 95
01 44 50 45 87
fsufinances@gmail.com

FSU-FINANCES
LE
Syndicat
qui colle à
VOS
Problèmes



sur
fsufinances.fr



Élaborer un budget n'est pas neutre pour un gouvernement. C'est le marqueur de sa politique. Il reflète ses choix, ses orientations. Le budget 2018 pourrait avoir pour titre « Au bonheur des Milliardaires », pour paraphraser E. Zola.

En effet, il concentre à lui tout seul ce que la FSU dénonce depuis 25 ans : renforcement des inégalités, cadeaux aux possédants, mise à contribution des plus modestes. Et tout cela, sans politique redistributive.

Parmi les mesures les plus injustes et les plus stupides économiquement, on relèvera :

- La suppression de l'ISF (impôt de solidarité sur la fortune) et son remplacement par l'IFI (impôt sur la fortune immobilière). L'ensemble des valeurs mobilières est exclu de la base imposable. Or, pour les 30 000 familles les plus riches (0,1 % des français), 80 % du patrimoine est composé de valeurs mobilières = - 3,2 milliards d'euros pour les FP (finances publiques) ;

- L'instauration du PFU (prélèvement forfaitaire unique) à 30 % (dont 17,2 % de prélèvements sociaux et seulement 12,8 % d'impôt sur le revenu... même pas la 2ème tranche à 14 %). Auparavant, cela pouvait être imposé potentiellement à 45 % (dernière tranche) + les prélèvements sociaux, soit près de 63 % = - 1,3 milliards d'€ pour les FP ;

- La baisse de l'impôt sur les bénéfices des entreprises qui passe, pour le taux normal, de 33^{1/3} % à 28 %. A l'horizon 2022, ce taux devrait chuter à 25%, soit une perte de recettes fiscales estimée de 11 milliards d'€ par an ;

Et bien entendu, on paiera au centime près les intérêts d'une dette qui n'est pas la nôtre = 41,2 milliards d'euros prévus dans le budget ! Et on continuera d'augmenter le budget des armées de 5 % pour le porter à 34,2 milliards d'euros, hors OPEX (opérations extérieures).



Mais au fait, comment tout cela est financé ? Par l'immense majorité de la population qui ne vit que de son travail. Et par la liquidation-privatisation de pans entiers de services publics.

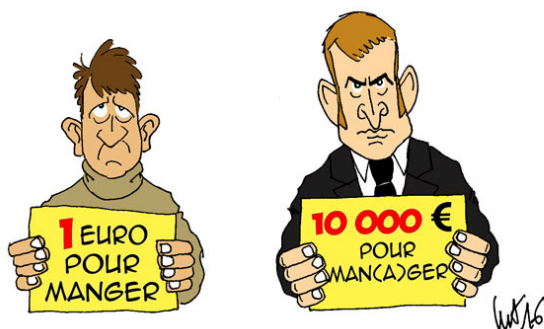
Par exemple :

- L'augmentation de 1,7 points de la CSG va frapper de plein fouet les retraités, dès 1 200 € de pension par mois. Ainsi que les fonctionnaires, dont la compensation ne sera plus jamais revalorisée à l'occasion des changements d'échelon ou de grade ;

- La suppression de 120 000 nouveaux postes de fonctionnaires est annoncée sur 5 ans. Et l'escroquerie gouvernementale nommée CAP 2022 a fixé comme objectifs clairs de transférer une partie de nos missions au secteur privé, voire de les abandonner purement et simplement ;

- La fermeture de 22 000 lits dans les hôpitaux en regroupant les 900 existants en 135 GHT (groupes hospitaliers de territoire) avec pour objectifs 70 % des interventions chirurgicales en ambulatoire (c'est « l'hôpital debout »!... Quand vous serez mort, rassurez-vous, vous pourrez toujours vous allonger) ;

Demain, tous précaires ?



- L'augmentation des taxes sur l'essence, le diesel, le fioul domestique... l'augmentation du prix du gaz, de l'électricité, des péages... n'en jetez plus ! En fait la pression des prélèvements obligatoires va encore augmenter, même si le gouvernement cherche à le cacher.

En effet, une récente note l'INSEE datée du 19 décembre 2017, indique que 4,5 milliards d'euros supplémentaires de prélèvements obligatoires vont être ponctionnés sur les ménages en 2018 (soit une baisse du pouvoir d'achat de 0,3 point).

Mais charité bien ordonnée commençant toujours par soi-même, selon le vieil adage, nos chers ministres réaliseront, eux, de belles économies d'impôt l'année prochaine. Car, pour au moins douze d'entre eux, ils sont millionnaires !

Les grands gagnants de cette Loi de Finances 2018 sont donc :

Muriel Pénicaud (Travail) qui devrait économiser 62 000 € d'impôts par la seule suppression de l'ISF ! Mais aussi Nicolas Hulot (Écologie), Françoise Nyssen (Culture), Florence Parly (Armées), Edouard Philippe (Premier ministre), Bruno Le Maire (Économie), Gérard Collomb (Intérieur), Jean-Yves Le Drian (Affaires étrangères), et Nicole Belloubet (Justice). A noter que certains ont omis de déclarer à la Haute Autorité pour la transparence de la vie politique française (HATVPF) une partie de leurs biens immobiliers. Ça vous arrive peut-être d'oublier votre téléphone ou vos clés, mais trois appartements pour l'un et une maison pour une autre ?

La FSU-Finances condamne donc ce budget 2018 anti-social qui vise à faire payer les classes populaires et les classes moyennes pour faire de nouveaux cadeaux aux très riches. Eux s'appliquent donc un vieil adage. A la FSU-FINANCES, ce sera une sentence, tirée d'une chanson populaire française écrite par Eugène Pottier (*L'internationale*, 1871) et qui a fait le tour du monde. Elle nous inspire encore :

« *L'État opprime et la Loi triche ;
L'impôt saigne le malheureux ;
Nul devoir ne s'impose au riche ;
Le droit du pauvre est un mot creux* »

faites-vous entendre !

votez



FSU !

Ni compromission, ni résignation : en 2018, je vote FSU !

 syndicat national FSU-FINANCES - 173, rue de Charenton 75012 PARIS
Tél : 01.43.47.83.95 - fsufinances@gmail.com

www.fsufinances.fr 